

PORTRAITS POLITIQUES

AU DIX - NEUVIÈME SIÈCLE

— 14 —

ESPARTERO

ET

O'DONNELL

PAR

HIPPOLYTE CASTILLE

Auteur de la Seconde République (1848 à 1852)

AVEC PORTRAIT ET AUTOGRAPHE

Prix : 50 centimes

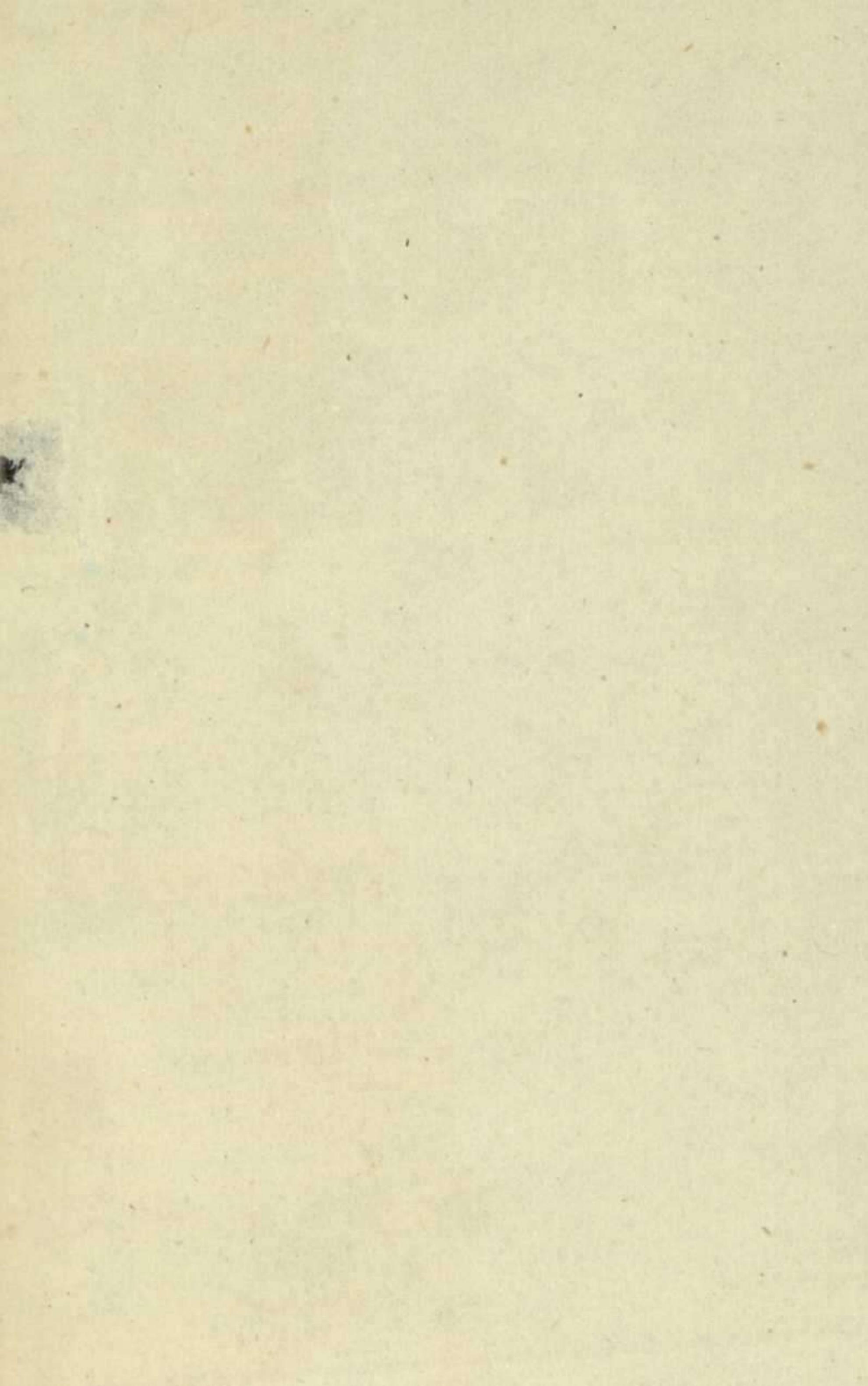
PARIS

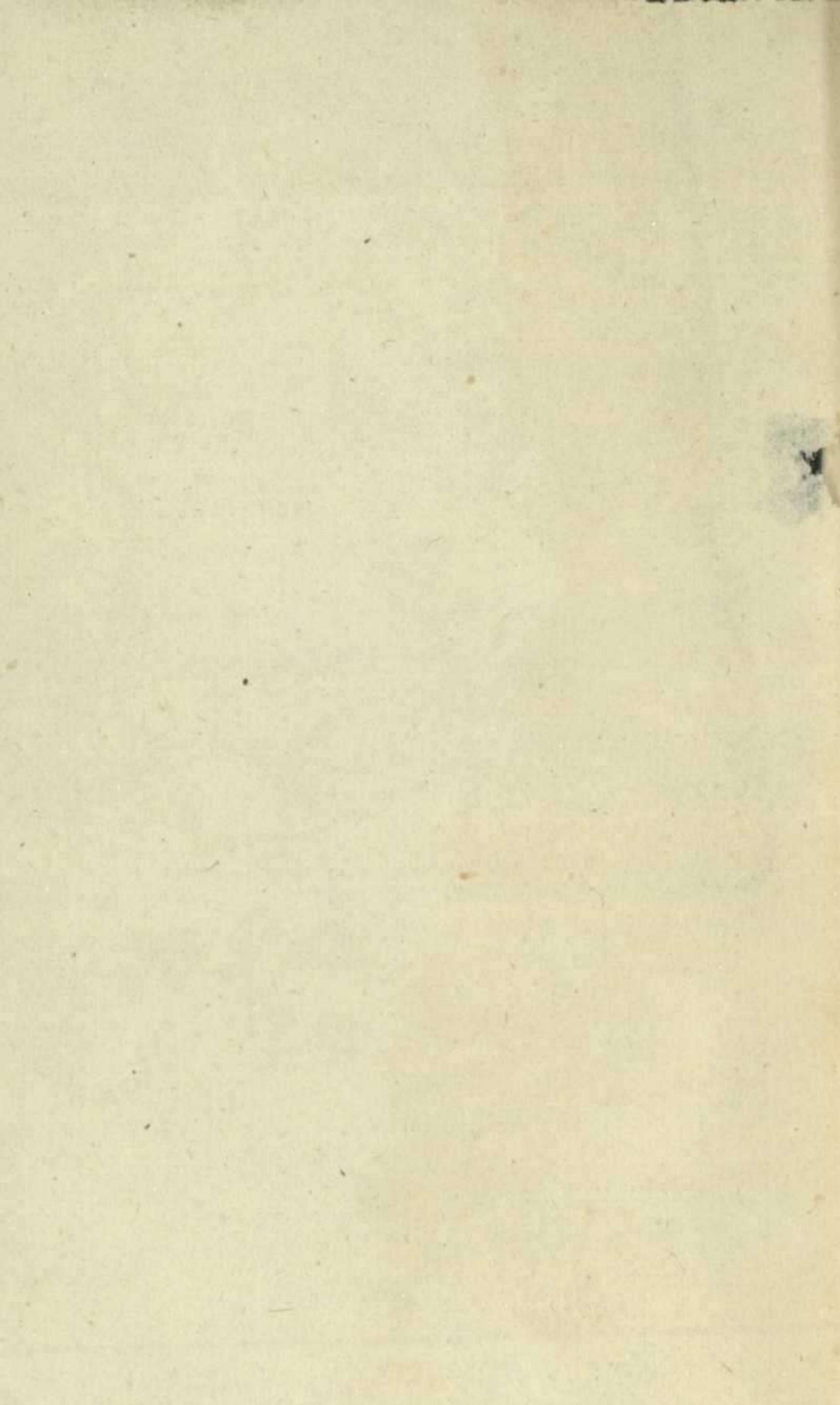
FERDINAND SARTORIUS, ÉDITEUR

9, RUE MAZARINE, 9

—
1857

V
83







E. Leguay d'après José Galofre

Imp. Gilquin et Dupain r. de la Calandree 19. Paris

ESPARTERO

Fer^d SARTORIUS Edit. g r. Mazarine.

N-246977

A-5
46083

PORTRAITS POLITIQUES

Au dix-neuvième siècle.

————— ⊕ 14 ⊖ —————

ESPARTERO

ET

O'DONNELL

PAR

HIPPOLYTE CASTILLE

—————
PARIS

FERDINAND SARTORIUS, ÉDITEUR,

9, RUE MAZARINE, 9

—
1856

L'Auteur et l'Éditeur se réservent le droit de traduction et
de reproduction à l'étranger.



PARIS. — IMPRIMERIE SIMON RAÇON ET COMP., RUE D'ERFURTH, 1.



ESPARTERO

ET

O'DONNELL

« Les hommes accoutumés à caresser de petits pièges, quand viennent les moments décisifs, sont presque toujours dupes. »

(EDGAR QUINET, *Marnix*.)

Une jeune dame espagnole m'expliquait un jour comment nous autres Français n'entendions pas grand'chose au fameux chef-d'œuvre de Michel Cervantes (*Don Quichotte de la Manche*) : « — Vous ne sentez pas, me disait-elle, tout ce qu'il y a de mélancolie dans ce personnage héroï-comique aux prises avec un idéal de justice et d'amour et se brisant à

chaque instant contre les plus misérables réalités de la vie. »

Il faut bien qu'en effet l'idéal domine le grotesque dans le bon chevalier de la triste figure, pour qu'un personnage politique de l'importance du maréchal Espartero ait pu se glorifier d'un rapprochement quelconque avec ce héros de roman :

— « Je suis Manchego, du pays de Don Quichotte, disait-il, lors de l'acte brutal du sergent Garcia ; la dame de mes pensées est une reine, et pour elle il n'est rien qui me soit impossible¹. »

Ceci est tout à fait espagnol et rappelle le Guzman ne connaît point d'obstacles. » Mais, pour compléter la ressemblance avec Don Quichotte, voilà que la mélancolie s'en mêle et qu'Espartero, comme le héros de

¹ Voir l'excellente notice de M. Rosenwald : *Nouvelle Biographie générale*. Firmin Didot. M. Rosenwald, qui a autrefois prêté le secours de ses patientes recherches à MM. Quinet et Michelet, a eu l'obligeance de me communiquer quelquefois des notes biographiques très-substantielles.

Cervantes, grandit par les chagrins dont sa vieillesse est abreuvée.

Les nuances légères du ridicule, plus accentuées sans doute dans Espartero que dans la Fayette, pâlisent pourtant devant la tristesse qui se répand sur la personne de ce bon chevalier de la monarchie constitutionnelle et du libéralisme.

Quand nous voyons Don Quichotte accablé de horions, la chair pâtit en nous. Il ne nous paraît plus grotesque, mais digne de commiseration et de sympathie. Nous le comparons à ses adversaires et nous sentons toute la distance qui le sépare d'eux. Nous faisons la part de ses erreurs, mais nous ne pouvons nous dissimuler l'excellence de ses intentions.

Écartons un moment la question politique actuelle. Transportons-nous dans un avenir dégagé du misérable bruit de nos querelles. Il est probable qu'alors le maréchal Espartero l'emportera sur le général O'Donnell.

Celui-ci a touché les réalités du pouvoir, il a joui de la reconnaissance des capitaux et

des prérogatives du commandement. Il a été l'homme positif du moment.

Mais Espartero l'impossible, Espartero le rêveur, Espartero le Don Quichotte de la liberté, sera peut-être le préféré de l'histoire. Dieu sait pourtant qu'il ne nous reste guère d'illusions sur la liberté. Mais l'histoire aura toujours quelques douces immortelles à semer sur la tombe de ceux qui auront succombé pour un principe qui, dans leur conviction, erronée peut-être, devait assurer le bonheur de leur pays.

Les temps sont durs à cette heure pour tenir l'emploi des la Fayette.

Ce qui vient de se passer en Espagne est la dernière vibration d'une commotion générale produite en Europe par la compression infligée à une révolution mal engagée, confuse et excessive dans son programme, tout à fait inférieure à ses aspirations dans ses chefs. Cette compression, qui a commencé en France en juin 1848, a passé par l'Italie, par l'Autriche, par la Hongrie, par les principautés danubiennes, par la Prusse, etc.

Elle achève par l'Espagne son sanglant périphe.

Le propre des révolutions mal conçues et mal conduites est d'amener une profonde confusion dans les idées. Or, de tous les périls qui peuvent menacer les nations, la confusion des idées est le pire de tous. Le silence devient alors le premier besoin des peuples.

C'est à ce besoin de silence que la Révolution a été immolée.

Dans ce grand duel de la Force et du Droit, il y a des jours où le premier doit l'emporter. Il y a des jours où la nécessité domine la raison elle-même.

L'idéal nous emporte; comme Don Quichotte nous avons voulu redresser les torts, protéger les faibles et les opprimés en Europe, faire régner la justice et l'amour, mais voilà que nous avons dérangé l'ordre. Les moutons ont bêlé : Miséricorde ! les moulins ont cessé de tourner et Dieu sait la colère des meuniers. Nous avons mal compris notre temps, et la force est venue de toutes parts nous

ramener au sentiment terrestre des réalités de la vie.

L'ordre, quelle étrange nécessité! Et pourtant, si demain vous pouviez dans Paris, je suppose, faire cesser tous les adultères et les concubinages, fermer la boutique de tous les marchands qui sophistiquent leurs produits, arrêter tous les prévaricateurs, dénoncer tous les prêtres qui violent secrètement leurs vœux, soyez convaincu que vous causeriez un désordre plus profond, une paralysie plus complète, plus immédiate, des relations sociales, que si vous dressiez une barricade à chaque coin de rue.

Voilà la réalité.

L'idéal serait évidemment de mettre fin à tous ces désordres réels, de balayer toutes ces ordures et ces iniquités.

Mais voici que l'Ordre, pareil à un médecin, survient et dit : « Prenez garde. Cette société est en effet très-malade, mais si vous voulez la guérir immédiatement et radicalement de ses mauvaises habitudes, vous risquez de la tuer. On ne supprime pas impunément l'eau-

de-vie à qui s'en empoisonne tous les jours. Il faut, sous peine de tuer l'ivrogne, le guérir avec gradation. »

Ceci explique comment les hommes de la Révolution et parmi eux ceux qui peut-être se sont abandonnés aux plus vifs entraînements du patriotisme, gémissent dans l'exil ou dans les prisons. Mordus par l'idéal, ils ont voulu réaliser immédiatement. Dans la rage du devoir et la fureur de la justice, ils ont créé le désordre en voulant fonder l'ordre véritable. Et par toute l'Europe la Force, au nom de l'ordre relatif, au nom de cette misérable condition de l'humaine imperfection, a terminé le conflit par la solution du sabre :

Don Quichotte, brisé, mourant, est rentré au logis et panse ses blessures.

« Duc, dit la reine à Espartero le jour de son audience de congé, comment t'es-tu porté depuis que nous nous sommes vus ? Où as-tu été que ni moi ni personne n'ayons rien su de ta personne ?

— Madame, répond le maréchal, je me retire dans la vie privée. Je ne puis mainte-

nant servir ni ma reine ni ma patrie ; mais, à Logroño, j'adresserai des vœux au ciel pour ma reine et pour ma patrie. Je ne manquerai ni à mes serments ni au drapeau que j'ai juré de défendre. Je me retire dans ma maison, et là (si on me laisse tranquille, ce que je ne crois pas), on pourra me briser le corps, mais non l'âme¹. »

Il renonce à servir la reine, *la dame de ses pensées*. O monarchie constitutionnelle ! ô ingrate Dulcinée du Toboso ! es-tu donc si faible, qu'à l'instar de la papauté tu inclines vers la force !

« Le héros de la Manche, dont le nom remplira le monde entier, comme le fit d'une autre manière un héros fabuleux², » n'en est pas moins une très-fidèle expression du siècle. Il est né au milieu des orages de la Révolution, en 1792, et il appartient à ce prolétariat qui peut aujourd'hui revendiquer comme siennes un si grand nombre des illustrations contemporaines.

¹ La *Epoca*.

² Toast de M. Caballero en 1840.

Don Baldomero Espartero, comte de Luchana, duc de Morella, duc de la Victoire, grand d'Espagne, est le neuvième enfant d'un pauvre charron de Granatula, dans la Manche. Mis au séminaire par les soins d'un frère, curé d'une paroisse voisine, il jeta la soutane aux orties et s'engagea, à l'époque de l'invasion française en Espagne, dans un corps composé d'élèves en théologie et qui, par une sorte de jeu de mots, s'intitula *bataillon sacré* (sagrado).

Mais c'est au Chili, sous les ordres du général don Pablo Morillo, que le jeune Espartero, sorti de l'école militaire de l'île de Léon et devenu sous-lieutenant, commença réellement sa carrière. Brave et désireux de se distinguer au milieu de ces jeunes républiques de l'Amérique du Sud qui voulaient s'affranchir de la domination espagnole, les occasions ne lui manquèrent pas. Aussi le voyons-nous déjà colonel en 1822.

Deux ans après, la cause de l'émancipation triomphait. L'Espagne, réduite à capituler, rappelait ses troupes vaincues à Ayacucho, et

Espartero revenait à Madrid, où l'attendait le grade de brigadier.

Le peuple siffla ceux qu'il nomma depuis les *ayacuchos*. La multitude est ainsi faite, qu'elle honnit un jour ceux qu'elle encensera le lendemain, et réciproquement. Espartero en sait aujourd'hui quelque chose.

Il paraît que Son Excellence don Baldo-mero est le joueur le plus enragé de toutes les Espagnes. Malade, il joue au lit, et, comme Mazarin, il fait tenir ses cartes.

Au Mexique, au Pérou, dans tous ces lieux où l'or pousse dans les entrailles de la terre, où l'or est dans l'air mêlé aux rayons du soleil, où les femmes sont elles-mêmes le soleil en jupons, le jeu n'est plus seulement une passion, c'est une fureur. L'armée espagnole avait contracté cette maladie. Il est probable même que, sans un reste de pudeur, les armées ennemies, depuis le simple soldat jusqu'au général en chef, au lieu d'échanger des coups de fusil, auraient joué la victoire.

Espartero est loyal au jeu, mais il gagne toujours. Il y a des hommes à qui tout réus-

sit jusqu'à un certain jour, témoin Louis-Philippe, le plus riche des rois, gagnant le lot principal au tirage des obligations de la ville de Paris.

Don Baldomero était revenu tout couvert d'or comme au temps des Incas.

Dans sa garnison de Logroño, cet heureux joueur faisait des ravages parmi les cœurs. Épris d'une jeune et opulente héritière, la señora Jacintha de Santa-Cruz, il vainquit les résistances d'un père barbare. L'heureux brigadier se trouva ainsi deux fois riche et époux d'une jeune femme pleine de grâces et de beauté qui fit pendant longtemps les délices de la bonne compagnie de Barcelone.

De la garnison de Logroño, Espartero passa à celle de Palma; mais ce ne fut qu'à l'avènement de la jeune Isabelle que sa fortune politique commença à se dessiner.

L'insurrection carliste qui éclata à la mort de Ferdinand VII offrit à Espartero l'occasion d'aborder ce rôle de protecteur et de chevalier défenseur du trône de sa reine, qui a illustré sa carrière. Il s'était, en 1832, déclaré

pour la nouvelle loi de succession au trône. Le commandement général de Biscaye lui fut offert. Il y conquiert successivement ses grades de maréchal de camp et de lieutenant général.

Espartero avait alors affaire à un ennemi redoutable, Zumala Carreguy, qui le battit en diverses rencontres. Cependant, comme il se trouvait être le moins battu de ses collègues, on le nomma vice-roi de Navarre, capitaine général des provinces basques et commandant en chef de l'armée du Nord.

Il est bon de noter qu'Espartero appartenait alors au parti des modérés (*moderados*). Ces exaltés (*exaltados*), qui depuis l'ont porté aux nues, l'exécraient de toute leur âme.

Plus préoccupé du caractère et de la physionomie des personnages dont j'esquisse le portrait que des détails biographiques, je passerai rapidement sur les incidents de la guerre dynastique. Espartero y conquiert sa renommée à peu de frais, il faut le dire. La mort de Zumala Carreguy, la forte tête du camp carliste, et les rivalités des chefs de l'in-

surrection, ont autant fait pour son succès que sa valeur personnelle.

L'ensemble de ses opérations offrit pourtant des résultats décisifs. Il chassa les carlistes des mamelons de Luchana, débloqua Bilbao, repoussa don Carlos au delà de l'Èbre, réorganisa son armée, battit Negri à Burgos, Guergue à Penacerrada, enleva les positions de la Peña del Moro, de Ramales, de Guardamino.

C'est à ces divers succès qu'il dut en peu d'années les titres de comte de Luchana, de grand d'Espagne de première classe et de duc de la Victoire.

Cependant don Carlos avait gagné la France. L'armée carliste battue écouta des paroles de réconciliation. Les négociations s'ouvrirent à Bergara, en 1839, avec tout le mystère imaginable et sans que les armées en eussent connaissance. Il paraît même qu'Espartero, dont le quartier général était devenu un pouvoir, agissait alors de sa propre autorité comme si le gouvernement n'eût pas existé.

Les deux généraux en chef se réunissaient

seuls, la nuit, dans une ferme isolée. Ils demeureraient là de longues heures. Que se passait-il entre eux ? nul ne le savait.

S'il faut pourtant en croire les diables boiteux de Madrid, une scène assez bizarre se renouvelait chaque nuit dans ce tête-à-tête entre les quatre murs de la ferme.

Maroto, le chef de l'armée carliste, était un ancien compagnon d'armes d'Espartero dans ses campagnes de l'Amérique du Sud. Pour tout dire, c'était un ancien *ayacucho*. En se retrouvant en face l'un de l'autre, les deux chefs avaient d'abord échangé des proclamations formidables. Les menaces des héros d'Homère ne sont rien à côté de celles que s'envoyèrent ces deux fiers Espagnols.

Quand Maroto eut le désavantage et que les deux négociateurs se trouvèrent face à face, seul à seul, dans la ferme abandonnée, il était à craindre qu'au lieu de songer au traité de paix, ces deux braves ne tirassent l'épée et ne vidassent la question dynastique, à la façon des chevaliers du moyen âge, par un combat singulier. Une table séparait les

deux champions, et sur cette table brûlait une lampe. Maroto s'approcha d'un air menaçant et tira... non pas une épée, mais un jeu de cartes de sa poche. D'un coup d'œil Espartero l'avait compris et remuait déjà de vieux dés dans son gousset.

Alors entre les deux négociateurs s'engagea une lutte terrible, une lutte au *trexillo*, dans laquelle, pied à pied, point à point, furent jouées chacune des clauses de la négociation.

La partie finit le 29 août 1839. Maroto avait perdu.

Les deux adversaires quittèrent la ferme et se rendirent sur le champ de bataille. Les armées étaient en présence. Le héros de la Manche s'avança seul vers les bataillons carlistes et s'écria :

« Voulez-vous vivre tous comme des Espagnols sous une même bannière? Tenez, voilà vos frères qui vous regardent; courez les embrasser comme j'embrasse votre général! »

A ces mots il s'élança dans les bras de Maroto et le presse contre son cœur. En un

clin d'œil la mêlée est générale, et pour la première fois peut-être on vit deux armées ennemies s'embrasser au lieu de se battre.

Il est vrai que cela se passait en Espagne.

Ainsi fut conclue la paix de Bergara.

Les débuts d'Espartero en politique ne présageaient pas, on l'a vu, qu'il dût un jour devenir le chef du parti progressiste. Lorsqu'il rentra triomphant à Madrid à la tête de son armée, il se trouva en présence du cabinet Calatrava, dont l'exaltation avait irrité les officiers de la garde royale. Dans le conflit qui s'engagea entre le ministère et les officiers, Espartero se déclara pour ces derniers. Il ne voulut pas consentir à ce qu'on les traduisît devant un conseil de guerre pour insubordination.

Le ministère tomba. Les modérés battirent des mains. La présidence du conseil et le portefeuille de la guerre furent offerts à Espartero. Il refusa pour lui-même et accepta pour un ami, le général Alaix.

On voit qu'en toutes choses c'est un faible d'Espartero d'aimer à jouer sans tenir les cartes.

Il abusa bientôt de ce rôle. Devenu plus puissant que la reine, dont il se déclarait le chevalier, plus puissant que les ministres, auxquels il dictait des ordres, obérant les tristes finances de l'Espagne au profit de l'armée, dont il se faisait à la fois craindre et adorer, il devint bientôt un de ces hommes avec lesquels les rois eux-mêmes sont obligés de compter.

La régente Christine l'oublia. Ayant, sans consulter son chevalier, dissous les Cortès et banni Alaix du ministère, elle s'aliéna le cœur et blessa l'amour-propre de son chevalier.

Espartero avait, outre le général Alaix, un autre ami, le brigadier Linage, lequel tenait les cartes de Son Excellence, qui, paresseux par goût et par nécessité (il est affecté d'une maladie de la vessie), passe une partie de sa vie au lit. Il fit écrire à Linage une lettre dans laquelle cet aide de camp représentait son chef comme peu satisfait d'une telle mesure. Le cabinet, froissé, voulut se retirer. La reine régente demanda des explications à Espartero. Mais le grand art du duc de la Victoire

est, entre deux difficultés, de ne rien faire. Il temporisa et plus tard se tira d'embarras en inspirant à Linage une seconde lettre adoucie.

Le cabinet exigeait la destitution de Linage. Espartero le fit nommer général. La démission de quelques ministres en fut la conséquence.

Ce qu'il y a de merveilleux dans cette situation politique, c'est qu'Espartero ne manque pas de jeter, à travers l'imbroglio de ses fanfaronnades, des serments de fidélité chevaleresque à sa dame, ou plutôt aux deux dames de ses pensées, Christine et Isabelle, la régente et la reine.

Quelquefois, à travers les péripéties de cette tragi-comédie, Espartero disparaissait soudain de la scène... Il ne sortait plus de son lit. Les cartes envahissaient son existence. Il avait l'air de renoncer définitivement à la politique. Une incommensurable et voluptueuse apathie s'emparait du héros de la Manche. Et les partis de s'agiter, et les libéraux de se demander : Qu'est de-

venu notre illustre et incomparable Manchego?

Les élections s'étaient prononcées en faveur du cabinet. Christine avait repris un peu d'autorité. Espartero boudait sa reine. Celle-ci crut le moment venu de reconquérir le terrain perdu. Elle fit proposer aux Cortès la loi sur les *ayuntamientos* ou municipalités.

Christine était dans le vrai sens national et unitaire. Elle battait en brèche l'esprit fédératif, réfugié dans ce vieux despotisme communal qui, excellent au moyen âge pour opposer une digue au despotisme royal, n'a plus de raison d'exister dans l'état social actuel. Mais la régente blessait les passions de clocher, et, n'ayant pas en main la force suffisante pour les briser, elle souleva l'Espagne entière. Le projet de loi dépassait d'ailleurs le but et manquait d'esprit de transition.

L'ancienne loi (1812) laissait un grand empire aux associations populaires. Cette prépondérance était menacée par la loi nouvelle. Les exaltés entrèrent en fureur et profitèrent de la mauvaise humeur d'Espartero contre la régente pour en faire leur chef.

Christine, voyant l'orage s'amonceler, partit pour Barcelone, dans le but apparent de faire prendre des bains sulfureux à sa fille. Ce voyage fut un long martyre. La régente fut admonestée par la plupart des alcades qui la haranguèrent.

Quand les deux reines entrèrent à Saragosse, la population cria : « Vive la constitution ! vive la duchesse de la Victoire ! à bas la loi sur les *ayuntamientos* ! »

J'ai oublié de dire que la duchesse de la Victoire, qui occupait la première place parmi les dames de la cour, accompagnait Christine et Isabelle. M. Perez de Castro, président du conseil, ainsi que les ministres de la guerre et de la marine, était aussi du voyage.

Christine avait des yeux charmants, de jolis yeux pleins de désir de plaisir, dit la princesse Clémentine¹. Elle n'avait vu qu'une fois Espartero. Elle voulut essayer sur son chevalier l'empire de son esprit et de ses

¹ Journal tenu pour M. le prince de Joinville durant son voyage à Sainte-Hélène.

charmes. Elle l'appela. Mais voici que celui-ci arrive à Lérida et à Esparraguera tout échauffé des applaudissements de l'émeute. Dans l'entrevue qui eut lieu alors, le charron obscurcit le chevalier, et il s'emporta jusqu'à accommoder sa dame de rudes paroles, qui lui valurent d'amères répliques.

Le ministère dut se retirer. — C'était ce que voulait Espartero, qui alors rétablit l'ordre et mit la ville en état de siège.

J'abrège la série de ces coups de théâtre constitutionnels. Espartero s'était retiré du mouvement et faisait le mort à Barcelone, lorsqu'il sortit tout à coup de son immobilité en se prononçant d'une façon éclatante contre la loi des *ayuntamientos*.

Christine l'appelle à Valence et le charge de former un cabinet. Espartero fait son entrée dans Madrid debout dans la calèche de don Carlos, traînée par des gardes nationaux. (Quel symbole !) Sa reine, courroucée, l'accueille avec les éclairs et les tonnerres d'un bel orage. Espartero le prend sur un ton de dictateur. Bref, la reine mère abdique le 10 oc-

tobre 1840; mais, en partant, elle décoche au Manchego, un peu confus et embarrassé de son triomphe, la plus terrible flèche féminine qui soit jamais partie de l'arc d'une jolie lèvre indignée.

« Je t'ai tout donné, Espartero, s'écrie-t-elle, je t'ai fait comte de Luchana, duc de Morella, duc de la Victoire, grand d'Espagne; mais je n'ai jamais pu faire de toi un gentilhomme. »

Elle partit pour Montpellier, où se trouvait déjà le carliste Cabrera, où nous avons vu, dans ces tableaux, le marquis Delcaretto. La Faculté de médecine de Montpellier aurait-elle donc une recette contre les blessures de la politique ?

On a vu plus tard aux Tuileries cette reine errante, chassée par son chevalier. Elle était accompagnée d'un petit colonel blond de vingt et un ans, son premier chambellan, et, en guise de dames de compagnie, d'une foule de beaux Espagnols à moustache noire et au teint brun, comme des *faquini* napolitains,

dit la malicieuse historiographe de la cour de Louis-Philippe.

Si Espartero s'est parfois oublié, les reines et princesses, il faut l'avouer, lui ont été dures en plus d'une circonstance. Christine lui a porté un coup terrible, Isabelle lui a préféré O'Donnell, et la princesse Clémentine le traite « d'imbécile et de vaniteux. »

Mais nous ne devons pas oublier qu'Espartero était alors l'allié de Palmerston, qui malmenait si rudement Louis-Philippe dans la question des mariages.

Tout cela est trop passionné pour être exact.

Le maréchal Espartero, devenu par élection régent du royaume, a montré beaucoup de vigueur en certaines circonstances, et en d'autres une intelligence politique remarquable. Il a maintenu d'une main ferme et fidèle la constitution de 1837. Il vainquit successivement plusieurs insurrections : celle de Pampelune, fomentée par Diego, celle des provinces basques, celles de Barcelone, en 1841 et 1842.

Mais bientôt modérés et progressistes se liguèrent contre lui. Le ministère Lopez l'obligea d'abord (9 mai 1843) à une amnistie générale. Cette intrigue, suscitée par les modérés, ne s'arrêta pas là. Espartero se vit sommé de renvoyer son secrétaire Linage, et Zurbano, qui avait soumis Barcelone. On l'accusa d'avoir favorisé la signature d'un traité de commerce tout à l'avantage des Anglais. La Catalogne, l'Aragon, la Galice et l'Andalousie se soulevèrent. La junte de Barcelone déclara Isabelle majeure et le régent déchu. Lopez, Serrano et Caballero, constitués en gouvernement provisoire, accusèrent le bon chevalier de la Manche de trahison envers la patrie. Narvaez, son ennemi personnel (encore un *ayacucho*), se porta sur Madrid et y entra le 22 juillet 1843.

Huit jours après, Espartero, déchu de ses titres, s'embarquait à Cadix et débarquait le 19 août à Falmouth.

Ses titres et dignités, ainsi que sa place au sénat, lui ont été rendus en 1848. Rentré en Espagne, il vivait paisible et presque oublié

dans sa maison de Logroño, quand l'insurrection de 1854 l'a ramené à la surface des événements.

Voici à quel nouveau concours de circonstances se rattache cette résurrection du duc de la Victoire, la troisième, je crois. Sera-ce la dernière?

La voie de répression à outrance dans laquelle s'était engagé le ministère San Luis, à dater du 19 septembre 1853, fut la cause immédiate de cette révolution.

Dès le 15 janvier 1854 les événements prirent une gravité telle, que la catastrophe fut aisée à prévoir. Le bannissement de plusieurs généraux, parmi lesquels étaient compris O'Donnell, Serrano, Zabala, de la Concha, jeta l'excitation dans les esprits. Le mois suivant (20 février), une révolte militaire éclata à Saragosse dans le régiment de Cordoue. A la fin de mars Barcelone se remuait. La presse était fort irritée. Une petite feuille de Madrid, la *Chauve-Souris* (*Murcielago*), accusait ouvertement Christine de corruption du gouvernement.

O'Donnell prévoyait si bien les conséquences de cette agitation, qu'au lieu de se rendre aux Canaries, lieu de son exil, il se tenait caché dans Madrid, attendant les événements. Au bout de cinq mois, le 28 juillet, voyant l'heure d'agir venue, O'Donnell sortit de sa retraite et se mit à la tête du mouvement.

Le récit de la lutte n'est pas de notre sujet. On sait qu'elle eut pour résultat la retraite du fougueux ministère San-Luis et l'avènement du ministère Rivas, dit de *Quarante-Heures*.

Tandis qu'on se battait à Madrid, Espartero s'était mis à la tête du *pronunciamiento* de Saragosse. La reine le nomma spontanément à la présidence du conseil. Elle se jeta, pour ainsi dire, dans les bras de l'insurrection. Elle avait confié les fonctions de ministre dirigeant à M. San Miguel, président d'une junte de salut public formée la veille, et rendu aux généraux bannis leurs grades et dignités.

On sait qu'il existe en Espagne des individus dont la profession participe à la fois du

saltillo et du boucher. Ce sont les toréadors. L'un d'eux, Pucheta, très-populaire à Madrid et qui a été tué dans les derniers événements, s'était mis à la tête d'une bande d'insurgés et avait exécuté l'ancien chef de la police Chico et son domestique.

On conçoit avec quelle impatience la reine devait attendre l'arrivée d'Espartero. Mais, fidèle à ses habitudes de temporisation, celui-ci restait à Saragosse, dont la junte constituée en gouvernement provisoire le nommait *généralissime de toutes les armées nationales*.

Il connaissait pourtant déjà le décret du 21 qui le nommait président du conseil. Mais il voulait poser ses conditions à la reine et il lui dépêcha à cet effet son aide de camp Alende Salazar. Ces conditions, assez obscures, furent pourtant acceptées.

Espartero fit son entrée à Madrid le 28 juillet. Quand le ministère dans lequel entraient O'Donnell, les généraux de Vicalvaro et les chefs du parti modéré fut constitué, le duc de la Victoire dut comprendre qu'il aurait désormais un rival.

Les questions qui se discutaient publiquement étaient fort graves. Il s'agissait de la réunion au Portugal et de la monarchie elle-même. Mais, selon l'usage, quand tout était à faire, les ministres commencèrent par se faire leur part. O'Donnell et San Miguel eurent le grade de capitaine général, et Dulce celui de lieutenant général.

Le 11 août les Cortès constituantes furent convoquées. C'était prononcer de fait l'annulation de la constitution de 1845. C'était la pensée de Saragosse, celle d'Espartero. Elle se formulait ainsi : « Accomplissement du vœu national. » Les modérés posaient une réserve pour le trône et la dynastie. Le préambule du décret de convocation donnait à ce compromis la qualification de : « Conciliation entre le trône et la liberté. »

Un autre embarras de la situation était cette charmante reine de *Décameron*, Christine, que le peuple de Madrid regardait déjà comme une proie. On avait fait jurer à Espartero de ne la laisser sortir « *furtivement*, ni jour ni nuit, » du palais de la reine,

où elle s'était réfugiée depuis le 17 juillet.

Les modérés du cabinet forcèrent cette consigne, qui eût livré Christine au jugement des Cortès. Ils la firent partir au matin du 28 août pour la frontière de Portugal. On cria dans Madrid : « Mort à Espartero ! » O'Donnell fit manœuvrer la troupe, et l'agitation fut contenue. C'était prendre un premier avantage.

Ainsi finit la première phase de la révolution de 1854. Nous entrons actuellement dans la phase électorale.

Espartero, dans cette nouvelle période, fut plus nuageux que jamais. Il était tombé dans l'apathie qui lui sert à masquer ses hésitations. Son entourage copiait, en l'exagérant, l'attitude indifférente du chef.

Au fond, le cabinet comme le pays était gros d'orages. Espartero et San Miguel ne pouvaient s'accorder. Ce dernier, inspecteur général de la milice nationale, soutenait la formalité de la présentation à la reine des officiers de ce corps. Espartero prétendait que c'eût été manquer de respect à la nation.

La reine ouvrit les Cortès le 8 novembre 1854. Espartero resta dans cette assemblée ce qu'il a toujours été, l'indécision personifiée. San Miguel avait été élu président. Espartero s'en irrita, voulut quitter la présidence du conseil. La reine le retint, et bientôt il obtint à son tour la présidence du conseil, cumulant, sur l'invitation formelle de la reine, ces deux hautes fonctions.

Le premier acte des Cortès (28 novembre) fut de maintenir, comme base de la constitution, la dynastie d'Isabelle II. Mais, dès que le député progressiste Silva eut mis en avant son projet de décret sur la suppression de l'impôt des consommations (*consumos*), qui enlevait 150 millions au budget, il devint évident que le ministre des finances Collado succomberait.

Malgré le vote de confiance donné le 4 décembre au ministère Espartero, les Cortès adoptèrent le projet du député Silva, consentant seulement à ajourner au 1^{er} janvier 1855 la cessation de l'ancien ordre de choses, promettant que la loi sur les finances couvrirait ce déficit et autorisant le gouvernement à re-

courir à un emprunt. Collado se retira. Un impôt territorial de 45 pour 100 et d'autres équivalents, voté en janvier 1856, régularisa cette affaire.

Un fait qu'il importe de relever, c'est qu'à travers les modifications ministérielles qui se succédèrent Espartero et O'Donnell surent toujours se maintenir. Les modifications de juin 1855 et de janvier 1856 le prouvent.

Il importe aussi de remarquer qu'Espartero et O'Donnell, quoique si profondément séparés de caractère et d'opinion, gouvernaient alors dans un parfait accord. A force de déférence, O'Donnell était parvenu à gagner la confiance du duc de la Victoire. Lorsque le député Orenze provoqua un vote de censure contre O'Donnell, Espartero soutint son collègue, et s'écria : « Attaquer l'un, c'est attaquer l'autre. »

O'Donnell profitait de cette confiance et de la paresse à la fois naturelle et obligée du duc de la Victoire pour gouverner en quelque sorte sous son nom. En juin 1855, il étouffait un mouvement carliste en Aragon. Plus jeune

et plus résolu que son collègue, O'Donnell gagnait ainsi du terrain, prenait de l'ascendant sur le duc et sur la reine.

Le désordre était général. Madoz avait un moment réussi, grâce à son influence sur la population de Barcelone, à calmer le mouvement socialiste de cette ville manufacturière. Mais l'explosion n'était que suspendue. De 1855 à 1856, on vit l'insurrection, accompagnée d'incendies et de pillages, gagner Poulencia, Rio Seco, Badajoz et presque toute la Catalogne.

Le gouvernement n'avait aucune force. La tactique des partis augmentait encore cette faiblesse. Le parti démocratique s'était réuni au parti progressiste pur. Tous deux s'efforçaient de rompre la bonne harmonie qui régnait entre Espartero et O'Donnell. Ils n'y réussirent que trop bien, ne s'apercevant pas qu'en agissant ainsi ils perdaient chaque jour du terrain, et favorisaient l'élévation d'O'Donnell, dans lequel se personnifiait cette fois le parti conservateur.

Ceci explique, selon nous, la révolution de

1856, dans laquelle O'Donnell jeta le masque et prit ouvertement la dictature d'Espartero.

Des faits que nous venons de raconter il résulte que nous trouvons à diverses reprises le maréchal O'Donnell tantôt en flagrant délit d'insurrection, tantôt conservateur énergique.

Il est curieux de le suivre sur un autre terrain. C'est à la cour que nous allons le voir dans la scène suivante. Et cette scène historique aura non-seulement le mérite de caractériser la monarchie constitutionnelle en Espagne, mais elle permettra au lecteur de bien saisir la différence des deux physionomies que nous esquissons.

Le premier résultat de l'entente momentanée entre O'Donnell et Espartero après l'insurrection de 1854 s'était traduit par le projet de loi relatif aux biens de mainmorte. Quoi qu'en ait pu dire au sein des Cortès le maréchal O'Donnell, il est trop clair aujourd'hui que la reine éprouvait la répulsion la plus vive contre la loi du 3 mai 1855, qui décrée-

tait la mise en vente des biens du clergé¹.

Voici, en effet, ce qui s'était passé à Aranjuez le 28 avril précédent.

Espartero s'était rendu dans cette résidence royale, afin de vaincre les scrupules d'Isabelle contre cette mesure révolutionnaire.

De son côté, monseigneur Franchi, envoyé du pape, arrivait auprès de la reine et la suppliait de refuser sa sanction. Espartero était en conférence avec Isabelle. Des cham-

¹ Ce projet de loi a été présenté aux Cortès par M. Pascal Madoz, alors ministre des finances, le 8 février 1855. Il s'offrait sous la dénomination de *loi de désamortissement*, et concluait à la vente immédiate des biens de l'État, des établissements de bienfaisance, des communes et du clergé. Le principal est à la fin.

Nous n'hésitons pas à considérer ce projet de loi comme le nerf de la révolution espagnole.

Isabelle invoquait, pour écarter le projet, l'article du concordat de 1851, qui permet à l'Église d'acquérir et de posséder.

Elle céda alors devant l'indignation des députés qui la menaçaient de déchéance; mais, aujourd'hui, maîtresse du terrain, elle prétend reprendre une con-

bellans et des officiers de service entendirent la voix du duc de la Victoire.

« Madame, s'écriait-il, votre refus peut avoir les plus funestes conséquences pour la paix publique et pour votre personne. Vous savez comme on élève facilement des barricades dans les rues de Madrid. La population est déjà profondément irritée et mécontente. Bientôt elle se portera aux dernières extrémités, et l'Assemblée, soyez-en sûre, n'hésitera pas à prendre les résolutions les plus énergiques.

cession faite moins à une assemblée de députés qu'au droit civil du dix-neuvième siècle en Europe.

O'Donnell, qu'on voit ici plein de violences pour arracher cette concession, vient de reculer récemment devant les nouvelles résistances de la reine. Autre temps, autre conduite.

M. Contero est victime de cette réaction. Ce projet de loi aura tué plus d'un ministre des finances. Mais il porte dans ses flancs les destinées de la révolution en Espagne. S'il est compris, il triomphera de tout.

Dans cette circonstance comme dans toutes les autres, il est bien entendu que nous n'employons le mot révolution que dans le sens civilisateur que lui a donné la France depuis soixante ans par ses institutions et ses mœurs.

— Je me reproche d'avoir consenti à la présentation de cette loi, qui trouble ma conscience, répliqua la reine, car c'est une violation d'un traité que j'ai conclu avec le pape, et je suis résolue à ne pas lui donner ma sanction, parce que je suis convaincue qu'il en résultera de grands malheurs pour l'Espagne.

— C'est mettre vos ministres dans un embarras bien grave!

— J'ai cédé dans les occasions les plus pénibles, répliqua Isabelle, et je ne puis croire qu'on m'abandonne, sans conseillers ni défenseurs, dans une situation que je n'ai pas créée.

— Eh bien, signez, madame! s'écria Espartero.

— Non, je ne peux pas signer cette iniquité. »

Espartero, qui, au fond, a une passion malheureuse pour l'ordre, se retira plein de perplexité. Il se rendit immédiatement chez le roi, et, pour le gagner à sa cause, il fit valoir auprès de lui ses services envers la reine et la monarchie depuis la Révolution.

« Je ne sais pas, lui répondit amèrement le roi, s'il ne vaudrait pas mieux avoir perdu le trône et la couronne que de les avoir conservés tels que vous les avez faits. »

Espartero dut retourner à Madrid plus perplexe qu'auparavant.

Le soir il y eut conseil des ministres. Il fut décidé que le cabinet se retirerait en masse si le lendemain la reine n'accordait pas sa sanction à la loi.

Le lendemain, tous les ministres partirent pour Aranjuez. O'Donnell entra d'abord seul chez la reine.

« Madame, lui dit-il avec rudesse, je crains que vous ne vous fassiez illusion sur votre situation. Vous ignorez que, si vous persistez dans votre refus, l'Assemblée se constituera en convention nationale; elle prononcera votre déchéance et vous bannira de l'Espagne. Si vous nous y poussez, nous renoncerons à cette royauté constitutionnelle pour laquelle nous avons fait tant de sacrifices, et nous proclamerons la République. L'Espagne n'en sera pas plus malheureuse. Mais nous

retiendrons votre fille, votre fille qui appartient à la nation et pourra servir d'*otage contre vous.* »

Ces paroles, où la cruauté se mêle à la politique, marquent toute la différence qui existe entre le caractère d'Espartero et celui d'O'Donnell.

La reine fondait en larmes. Justement terrifiée d'un pareil langage, elle s'écria :

« Je n'hésite plus. Je ferai pour sauver ma fille ce que je n'aurais pas fait pour moi. Je signerai si vous me promettez de ne pas me l'enlever ; mais *je proteste de toute mon âme contre ces violences*, et j'espère que Dieu fera retomber sur votre tête et sur celle de vos collègues et de vos amis la responsabilité de ma faiblesse ! »

Une porte s'ouvrit au même instant. La petite princesse des Asturies entra. Elle courut se jeter dans les bras de sa mère, qui la couvrit de larmes et de baisers.

Craignant un changement de résolution de la part de la reine, O'Donnell mit fin à cette scène de tendresse.

« Hâtez-vous, madame, dit-il, voici vos ministres qui se lassent d'attendre. »

Les ministres venaient en effet d'entrer, suivis du bureau des Cortès. O'Donnell prit une plume et la présenta à la reine, qui signa.

La loi fut promulguée le 3 mai 1855. Le cardinal archevêque de Tolède, qui avait appuyé les prétentions de la cour de Rome, fut exilé dans son diocèse.

Dans le désespoir où elle se trouvait d'être obligée de signer de tels ordres, la reine voulut abdiquer. O'Donnell a démenti le fait et prétendu qu'Isabelle avait, dans cette circonstance, tenu librement, en dehors de ses sentiments privés, la conduite d'une reine constitutionnelle.

Tout prouve le contraire, et un jour viendra où le secret de ces violences sera étalé au grand jour.

Nous n'avons pas à nous occuper ici de l'esprit de la loi du 3 mai. La sécularisation des biens du clergé est aujourd'hui un principe acquis à la Révolution, admis par tous les penseurs de l'Europe et envié des peuples

qui n'en possèdent pas encore l'application.

Nous tenions seulement à mettre en regard, en face d'une même situation, les deux héros de cette notice.

Quelque intérêt que de récents événements aient pu jeter sur la physionomie d'Espartero, il est évident que ce personnage est au-dessous de la situation dans laquelle la Providence s'est plu deux fois à le placer. Il a été et sera peut-être encore entre les mains des partis un instrument d'opposition, mais il n'y a pas à attendre de lui une solution véritable aux complications qui dévorent l'Espagne.

Plus vague et plus incertain que M. de la Fayette, dont il n'est qu'une ombre espagnole, fou comme lui de popularité, mais paresseux, hyperbolique, vantard et rusé, il sera tant qu'il vivra un embarras pour son pays, comme M. de la Fayette en a été un pour la France.

Mais dans M. de la Fayette la grâce du gentilhomme, l'élévation du langage, les mœurs exquisés, le dévouement sans forfanterie, sauvaient bien des choses. L'excellent marquis libéral a pu être une cause d'embarras politi-

que et de confusion dans les idées; Espartero est non-seulement embarrassant, mais il peut devenir *compromettant*.

Pour nous, dès que nous avons vu Espartero commettre à Madrid la même faute que M. de la Fayette avait commise à Paris en 1830, c'est-à-dire amener la révolution jusqu'à ce qu'elle eût pour conséquence la république et reculer devant cette conséquence, nous avons compris qu'il était perdu.

Nous avons compris la secrète pensée d'O'Donnell. Une seule chose nous a étonné, c'est qu'Espartero ait pu rester aussi longtemps debout auprès d'un rival jeune et âpre à la curée du pouvoir. Pour s'élever aux dépens d'Espartero, O'Donnell n'avait qu'un moyen, mais un moyen facile. Il en a fait usage.

Il lui suffisait de flatter les passions de l'ordre, toujours vivaces le lendemain d'une révolution.

Dans sa théorie de l'ambition, Hérault de Séchelles a oublié cet apophthegme : Quiconque veut s'élever doit prêcher la liberté quand

les trônes chancellent ; l'ordre quand ils sont tombés.

C'est ce qu'a naïvement pratiqué O'Donnell. Le trône d'Isabelle n'était pas, il est vrai, brisé ; mais son sceptre tombait en quenouille.

Au surplus, — et c'est un fait sur lequel j'appelle toute l'attention du lecteur, — les deux généraux insurgés se connaissaient depuis longtemps. Leur compétition ne datait pas de la veille. O'Donnell était à côté d'Espartero un bien petit compagnon ; mais la fortune venait de sourire à son audace. Il entrait en scène, ceci est le point important à noter, avec des antécédents insurrectionnels malheureux et avec des rancunes mal éteintes sans doute, contre le duc de la Victoire. Pardonne-t-on à son vainqueur dans les luttes de l'ambition ?

En effet, O'Donnell, en matière d'insurrection militaire, était déjà un vieux relaps. C'est lui qui, à Pampelune, quand le conseil de régence venait d'être légalement constitué par voie d'élection, avait levé le guidon de la révolte. Il était à Valence quand Christine

s'y retira après les troubles de Barcelone. Espartero avait étouffé la tentative de Pampelune, O'Donnell doit s'en souvenir.

Je sais bien que l'insurgé de Pampelune, comme ceux de Barcelone en 1841, arborait le drapeau de la régente et qu'il avait ainsi l'air de soutenir le trône. Mais c'est là un misérable jeu dont il est impossible de ne pas découvrir le sens caché.

De même qu'Espartero a toujours été une ombre chinoise destinée à paraître et à disparaître entre les mains du parti révolutionnaire ou progressiste, de même entre les mains irrévérencieuses des modérés et des réactionnaires la reine Christine et la reine Isabelle n'ont été que d'augustes poupées.

Les généraux sont restés au milieu de tout ceci, dans un camp ou dans l'autre, ce qu'ils sont partout lorsqu'ils cessent d'être soldats pour devenir des politiques. Ils ont été tout à fait incomplets, sans vues élevées, sans autorité sur les esprits et dominés par les préoccupations personnelles.

Qu'on ait des préférences pour la républi-

que ou pour la royauté, si l'on porte en soi ce profond sentiment gouvernemental qui distingue, à mon avis, le vrai politique du philosophe et de l'économiste, il est impossible de n'être pas révolté du spectacle de ce qui se passe en Espagne. L'intrigue au premier plan. Une monarchie sans force. Des chambres aussi dépourvues de majesté que l'Assemblée législative à Paris sous la République. Des soldats opprimant à tour de rôle et à tour de parti une jeune femme qu'on fait pleurer un jour et qu'on expose à la mitraille le lendemain. Un parti révolutionnaire prenant, à l'instar d'une poignée de jeunes députés de la dernière chambre de Louis-Philippe, le titre chimérique de *progressiste*, eriant *Vive la Liberté*, sans peut-être savoir au juste ce que c'est, incapable de présenter un programme, incapable de la monarchie comme de la république. Des municipalités se croyant encore au moyen âge et s'enveloppant contre le pouvoir central dans un système de créneaux et de mâchicoulis dont la première conséquence est de perpétuer les *pronuncia-*

mientos, c'est-à-dire la guerre civile légalisée. Des alcades morigénant les rois comme jadis M. Trouvé-Chauvel, alcade, lui aussi, de la bonne ville du Mans, et frottant vertement la tête du roi de France dans la personne de son fils.

Quel tableau ! Et je n'ai rien dit des finances, rien de la situation économique, rien de l'organisation de l'armée, rien de la justice, rien des travaux publics, rien du commerce, rien des lettres ! — ô Cervantes ! — rien des arts ! — ô Murillo ! ô Velasquez ! ô Goya !

En s'élevant au-dessus de ce misérable esprit qui consiste à s'aplatir comme les courtisanes, les cuisiniers et les valets devant le vainqueur, il est évident qu'au point de vue d'une saine politique O'Donnell et Espartero ne sont pas plus respectables l'un que l'autre. Ce sont deux généraux insurgés se disputant le droit d'opprimer la reine.

En France, la première République et la Monarchie eussent rudement châtié ces petits tyrans militaires.

Ces compétitions immorales sont la ruine

et la honte d'un gouvernement. Espartero a gagné la première manche, O'Donnell gagne la seconde. Qui pourrait dire à qui appartiendra la troisième ?

En vingt-quatre heures les adulateurs de la veille pourraient bien le lendemain se trouver fort embarrassés. La politique espagnole est un théâtre où les changements à vue sont encore plus fréquents que sur les scènes du boulevard du Crime.

Déjà même le vent des Pyrénées nous apporte d'étranges rumeurs. Tout près de la reine il y a un général dont le dévouement à Isabelle ne date pas d'aujourd'hui. Il connaît de longue date l'insurgé de Pampelune. C'est lui qui, avec Diego Léon, avait formé le projet d'enlever la jeune Isabelle à la régence d'Espartero et d'entraîner l'armée. Je veux parler du général Concha.

Le général Concha passe pour réellement dévoué à la reine. De quel œil a-t-il dû voir arriver à une sorte de dictature l'homme qui, dans la scène relative à la vente des biens du clergé, s'est permis d'insulter sa souveraine

et lui a, par ses violences, arraché des larmes! Concha comprend bien qu'un pareil homme n'a pour la reine ni le respect d'un sujet ni l'affection d'un serviteur dévoué. Commandant général des hallebardiers et chef du palais, son importance à la cour est considérable, et il peut en user.

O'Donnell, placé entre le parti libéral espérantiste et le parti de la cour, s'est trouvé, en arrivant au pouvoir, dans un isolement dont il a, dit-on, bien vite compris le danger. On sent déjà de l'hésitation dans sa conduite. Le bruit court qu'il a secrètement fait à Espartero des offres de réconciliation que celui-ci a repoussées.

Ce n'est pas tout de prendre le pouvoir, il faut le génie gouvernemental nécessaire pour l'exercer.

Que sortira-t-il de ces sourdes complications? Espartero reviendra-t-il dans le vieux cabriolet de don Carlos triompher à Madrid? Narvaez occupera-t-il le poste d'O'Donnell, poste qui semblait lui revenir en sa qualité d'ennemi du duc de la Victoire, si dans ces

sortes d'affaires, comme dans la fable, n'apparaissait pas toujours le troisième larron ?

Ce que nous souhaitons, pour notre compte, c'est que ce véritable gâchis politique ne donne pas lieu à une intervention et ne compromette point la sérénité de l'alliance anglo-française. Car Madrid, comme Naples, comme tout théâtre où s'agite le problème de la monarchie constitutionnelle, est un terrain brûlant entre les cabinets de Londres et de Paris.

Ce que nous souhaitons encore, c'est que l'Espagne sorte de cet état convulsif. Ses destinées sont liées à celles de l'Occident. A ce titre, entre ses destinées et les nôtres il y a solidarité.

L'Espagne, comme l'Italie, est une de ces filles de la race latine à qui la nécessité d'une renaissance devient de plus en plus pressante. Quoique l'immense embarras du pouvoir temporel du pape pèse sur l'Italie, quoique la domination autrichienne couronne son noble front d'un cyprès teint de sang, elle est restée grande par le génie individuel.

Aussi l'heure d'une renaissance est peut-être plus prochaine en Italie qu'en Espagne.

C'est que l'Espagne, si grande, si fière, si puissante par les armes, par le génie religieux, littéraire et artistique, n'est plus aujourd'hui que l'ombre attristée de son antique grandeur. En Espagne, plus encore qu'en Italie, non-seulement tout est à créer au point de vue civil, militaire et religieux, au point de vue agricole, industriel et financier, mais encore, il faut l'avouer, hélas ! le génie individuel a baissé.

Soyons sincère jusqu'au bout, disons-le avec franchise, parce que nous devons la vérité surtout à ceux que nous aimons : en Espagne le génie national, comme le génie individuel, a décliné.

Tandis que de l'Italie, percée de sept glaives, comme la mère des Sept-Douleurs, surgit de toutes parts l'aspiration à l'unité, nous voyons l'Espagne s'affaiblir de plus en plus dans les tendances fédéralistes. C'est que depuis plusieurs siècles les luttes de l'Italie ont toutes été dirigées dans le sens de son auto-

nomie; c'est qu'elle a sans cesse lutté contre l'étranger, tandis que l'Espagne, en proie aux guerres civiles, luttait contre elle-même.

Sans doute la centralisation excessive de la France actuelle ne peut être offerte comme un modèle définitif aux peuples en voie de régénération. Cette centralisation a de graves inconvénients au point de vue moral, administratif et économique, mais elle a cette utilité préalable de marquer d'une forte empreinte le génie national.

Cette centralisation disparaîtra sans doute, mais on peut la considérer comme une des phases indispensables à la vie d'un grand peuple. Nous la souhaitons à l'Espagne, bien que, pour notre compte, nous tendions à un mouvement contraire.

Mais ne confondons pas la décentralisation avec l'esprit fédératif. L'unité politique n'a point à souffrir de la décentralisation; elle ne saurait se constituer sous l'empire de l'esprit fédératif.

Que l'Espagne révolutionnaire, ou progressiste, comme on voudra la nommer, renonce

donc à ses *pronunciamientos*. Qu'elle jette les yeux sur la démocratie française, qu'elle la suive jusque dans ses jours les plus orageux, qu'elle se souvienne du paralytique Couthon rasant Lyon insurgée et la baptisant Commune affranchie; elle comprendra que ce qui a fait la grandeur de la France sous les divers régimes qui se sont succédé depuis soixante ans, c'est que la démocratie, élément vital du pays, quelle que soit sa forme gouvernementale, a su s'assimiler cet esprit d'unité, préparé par le génie de Louis XI et de Richelieu, et qui fit la grandeur de la monarchie à dater de Louis XIV.

Aussi, bien que le maréchal O'Donnell, que nous regardons comme un soldat ambitieux et violent, n'ait aucune de nos sympathies, bien que sa conduite présente et passée nous paraisse inspirée infiniment moins par un principe quelconque que par des vues personnelles, nous sommes trop dépouillé de l'esprit de parti pour ne pas reconnaître que cette conduite, quel qu'en soit le mobile, n'eût été, en fin de compte, infiniment plus

salutaire à l'Espagne que le vieux libéralisme du maréchal Espartero, si, après la victoire, le comte de Lucena avait su fonder quelque chose.

La catholique Espagne se débat, comme le font à cette heure plusieurs peuples de l'Europe, contre le régime constitutionnel. L'Angleterre, la Belgique, la Sardaigne, réussissent par des causes diverses dans l'application de ce système; mais, indépendamment de ses grands antécédents historiques, l'Espagne fédéraliste, l'Espagne en proie à une succession de guerres civiles, l'Espagne en arrière de tant de façons sur la civilisation européenne, a besoin de plus d'actions que de paroles.

Il lui faut un gouvernement énergique, qui brise les résistances municipales, rassemble dans une vigoureuse synthèse le faisceau politique du pays, et donne en même temps une puissante impulsion à son industrie, à ses chemins de fer, à son commerce.

Je sais bien que la réconciliation des partis serait plus noble sur le terrain des idées; mais

elle peut également s'opérer sur le terrain des intérêts.

Que la démocratie espagnole ne désespère donc pas de l'avenir. Qu'elle médite dans sa défaite sur la nature du génie national en Espagne, qu'elle pèse un peu le libéralisme dans la balance de l'unité, qu'elle se retrempe dans l'esthétique, qu'elle accoure aux luttes industrielles, qu'elle montre enfin que la démocratie, en Espagne comme en France, sait faire autre chose que des barricades, et que, vaincue par les armes, elle peut devenir victorieuse par le génie.

Mais ce qui importe avant tout aux Espagnols, c'est de se déshabituer des insurrections militaires, les plus démoralisantes de toutes les insurrections.

Que l'Espagne se souvienne des paroles que lui adressait le *Moniteur universel*, ou plutôt le bon sens public s'exprimant par l'organe d'une feuille officielle : qu'elle prenne garde « de descendre au niveau de certaines républiques de l'Amérique du Sud, où l'on ne trouve ni patriotisme, ni vertus civiques,

ni principes élevés, mais seulement quelques généraux se disputant le pouvoir à l'aide de soldats égarés par de vaines promesses. »

24 novembre 1856. — En esquissant ces deux portraits, nous avons bien prévu qu'avant que l'imprimeur nous en renvoyât l'épreuve humide encore, le théâtre politique de l'Espagne aurait déjà changé de décors et que d'autres acteurs occuperaient la scène.

Dans cette prévision, nous nous étions ménagé la place d'un *post-scriptum*. Hâtons-nous donc de l'écrire, de crainte qu'avant qu'il soit achevé, il y ait encore à la cour de Madrid de nouvelles aventures.

Ainsi que nous l'avions prédit, le maréchal O'Donnell est promptement tombé du pouvoir. Il est tombé, parce que l'on demande beaucoup aux hommes qui ont recours aux coups d'État, et que celui-ci n'a rien donné.

La question des biens de mainmorte a fini par le tuer. Il a trébuché dans les chaînes de la réaction. Il a été pris dans ses engrenages. Car quiconque lui livre un pan de son

habit a bien de la peine à ne pas y passer tout entier.

Un grand seigneur, le dernier duc de Richelieu, je crois, disait à quelqu'un dans un moment d'abandon : — « Savez-vous, mon cher, ce que c'est qu'un ministre ? C'est un homme à qui l'on tient le pot de chambre tant qu'il est au pouvoir, et à qui on le verse sur la tête aussitôt qu'il n'est plus ministre. »

Avis à ceux qui ont tenu le pot de chambre.

Pour nous, qui ne l'avons pas tenu et qui trouvons presque aussi dégoûtant de le répandre que de le tenir, nous n'ajouterons pas un mot à ce que nous avons dit du maréchal O'Donnell.

Son successeur, le maréchal Narvaez, est, on le sait, l'ennemi direct, personnel, d'Espartero.

Dès ses premiers pas au pouvoir, il a trébuché, lui aussi, dans l'affaire des biens de mainmorte.

La reine a repris l'offensive. Elle a non-seulement exigé l'abrogation de cette loi, qui

lui avait coûté tant de larmes, mais elle poussa même ce chaud désir de femme et de reine jusqu'à donner à l'abrogation un caractère rétroactif.

De sorte que les braves paysans qui s'étaient risqués, sur la foi des lois, à acheter un lopin des biens du clergé, de ces biens fainéants, justement nommés bien de *main-morte*, se sont vus à la veille d'être chassés comme des pillards d'une propriété légalement acquise et qu'ils allaient féconder.

Il a fallu que des gens du parti théocratique, le général et le marquis de Viluma, intervinssent auprès de la reine, qui les aime et les écoute volontiers. Ils durent expliquer à cette jeune et ardente majesté catholique que le principe théocratique n'était pas encore assez puissant en Europe pour lutter contre celui de la propriété. Le peuple espagnol lui-même, qui a vu les bûchers de l'inquisition, n'entendrait pas raison sur le chapitre de la propriété.

Il fallut céder sur ce point, et l'infortuné maréchal Narvaez, qui étouffait comme un

homme pris entre deux portes, a pu enfin respirer un moment... le temps de reprendre haleine.

Le clergé est rentré en possession de ses biens à peine ébréchés.

Comment la question industrielle, la question agricole, celle de l'activité générale qu'on nous faisait espérer en Espagne, s'en trouveront-elles? Évidemment mal.

Il est certain que la civilisation en Espagne est plus que jamais ajournée.

La Révolution a perdu son gage.

Nous avons grand espoir dans la sécularisation des biens du clergé. Nous n'avons pas oublié que le comité de Salut-Public, placé dans un milieu excessif, enveloppé de conspirations et de guerres extérieures, avait néanmoins sauvé la Révolution en lui donnant pour point d'appui l'intérêt individuel.

Le gage étant perdu, la Révolution en Espagne ne peut renaître que de l'excès du désespoir.

Pour peu que la reine Isabelle continue

d'ailleurs à s'avancer, avec cet aplomb qui donne le vertige, vers les escarpements qu'elle gravit, la catastrophe ne sera pas longue, et nous courons la chance, nous autres Parisiens, de voir une charmante reine de plus rue de Courcelles.

Le maréchal Narvaez aime l'arbitraire par complexion. Mais, comme le faisait très-justement remarquer M. P. de la Escossura, ce n'est pas un bigot. A cette heure déjà ce militaire ressemble à une petite fleur éclose sur un aride rocher, la fleur du libéralisme. Il est presque intéressant.

C'est la reine, cette fois, qui a joué à la poupée avec ses maréchaux. Le beau temps des ordonnances royales est revenu, ou peu s'en faut.

Le maréchal Narvaez a vainement affirmé qu'il gouvernerait constitutionnellement et qu'il veillerait à la liberté des élections pour les Cortès. Il a fallu rondement passer par la révocation de la loi de désamortisation, accepter le concordat et ses conséquences sur le pouvoir civil et sur l'enseignement. Il a

fallu recommander aux conseils municipaux l'élection des hommes connus par leurs *principes religieux et monarchiques*.

Quoique chef apparent du cabinet, l'infortuné maréchal Narvaez a dû se résoudre à accepter pour collègue M. Nocedal lui-même, qui nous rappelle par son zèle religieux un autre jeune audacieux, l'aimable Donoso, ambassadeur d'Espagne à Paris, et qui, de son vivant, menait de front le goût du vin de Champagne et la passion des brochures théocratiques.

Que Narvaez se méfie de ce Nocedal!

C'est Nocedal qui, dans une circulaire fameuse, datée de Madrid, 8 novembre 1856, rappelant le décret du 2 novembre qui remet en vigueur celui du 6 juillet 1845, concernant le régime de la presse, ainsi que celui du 10 avril 1844, auquel il se réfère, proclamait l'émission de la pensée *la plus importante conquête des temps modernes*.

Mais en même temps Nocedal, bravant la logique et la pudeur, somme les gouverneurs

d'avoir à faire respecter les prohibitions contenues dans les décrets précités.

Ces prohibitions, Nocedal les rappelle avec amour. Ce sont :

1° Bons décrets royaux ne permettant aucune controverse sur les matières religieuses, si ce n'est à de *certaines conditions* et avec la *permission du diocésain* ;

2° Des formules préservatives de tout genre pour le principe monarchique et la dynastie ;

3° L'interdiction de tout imprimé attaquant les *bases sur lesquelles reposent les sociétés humaines*.

Nocedal ne dit pas, il est vrai, quelles sont ces bases.

Or, en pareille matière, il est bon de préciser. Qui sait l'interprétation que peut donner à ce texte l'imagination zélée d'un gouverneur de province? Nocedal dit : La propriété *et autres bases*, etc. Dans la recherche de ces bases où s'arrêtera M. le gouverneur?

Narvaez est débordé, cela est certain. Le règne des militaires est fini. Celui des prêtres n'est pas éloigné. Voici pourquoi, disent

les Espagnols qui paraissent avoir le mieux observé la transformation qui s'accomplit en Espagne¹, c'est que la reine Isabelle n'est plus la petite fille que le roi Louis-Philippe mariait à ce cousin si peu apte à plaire à une reine. Ce n'est plus la *fantoccina* royale d'un chevalier quelconque. A vingt-six ans elle compte déjà treize ans de règne. Elle loge dans sa tête féminine une idée fixe en matière de gouvernement, et n'en démordra pas jusqu'à ce qu'elle ait brisé les volontés de son peuple. Les temps du roi Pélasge et d'Alphonse le Catholique lui troublent l'imagination. La vieille Espagne lui remonte au cerveau.

Pauvre jeune femme ! que d'infortunes tu prépares à ton peuple et à toi-même !

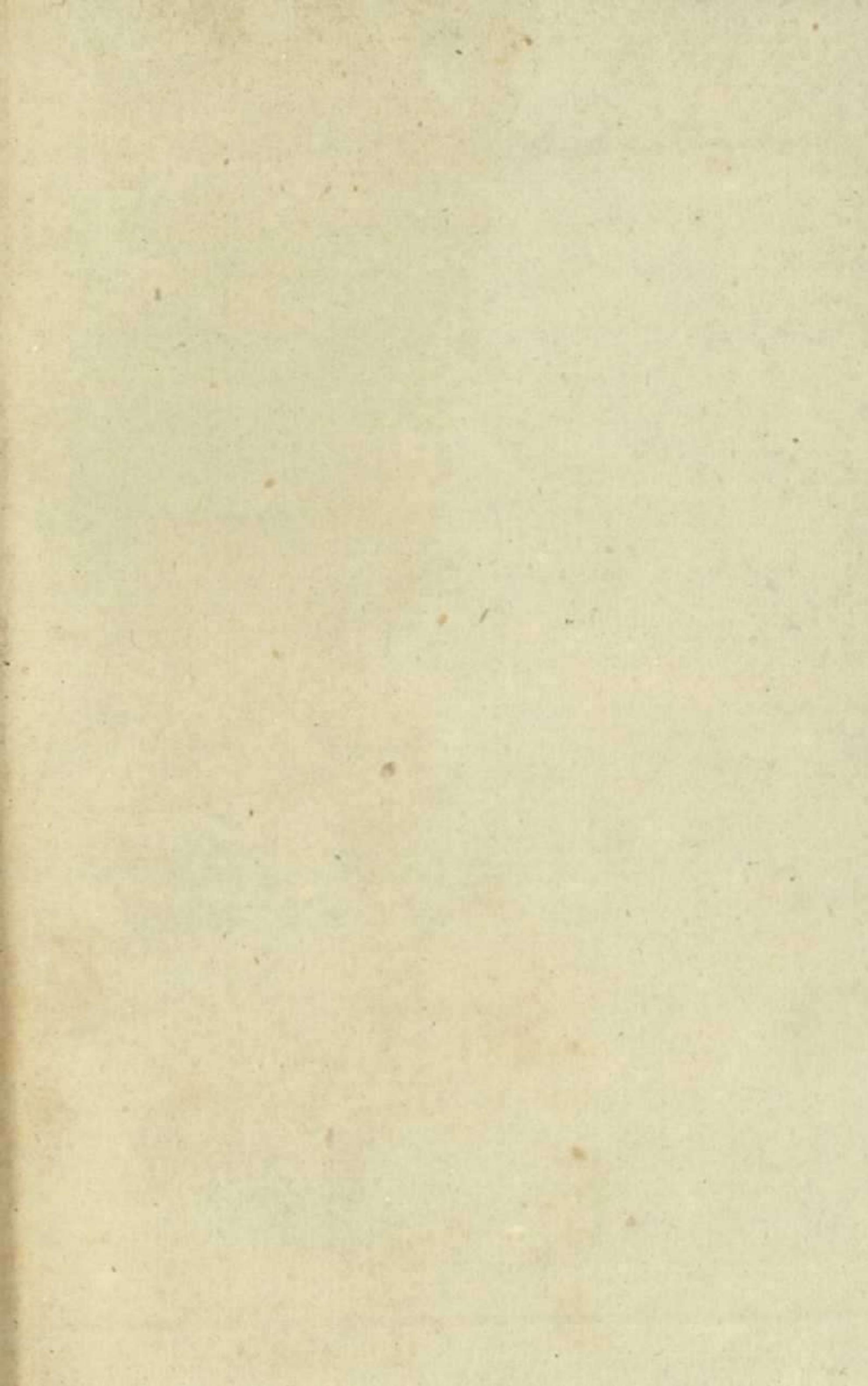
Napoléon III l'a prévenue du péril qu'elle courait. Elle n'écouterà pas d'autre voix que celle de Rome. Elle est de ces personnes royales qui prennent pour des sacripans les

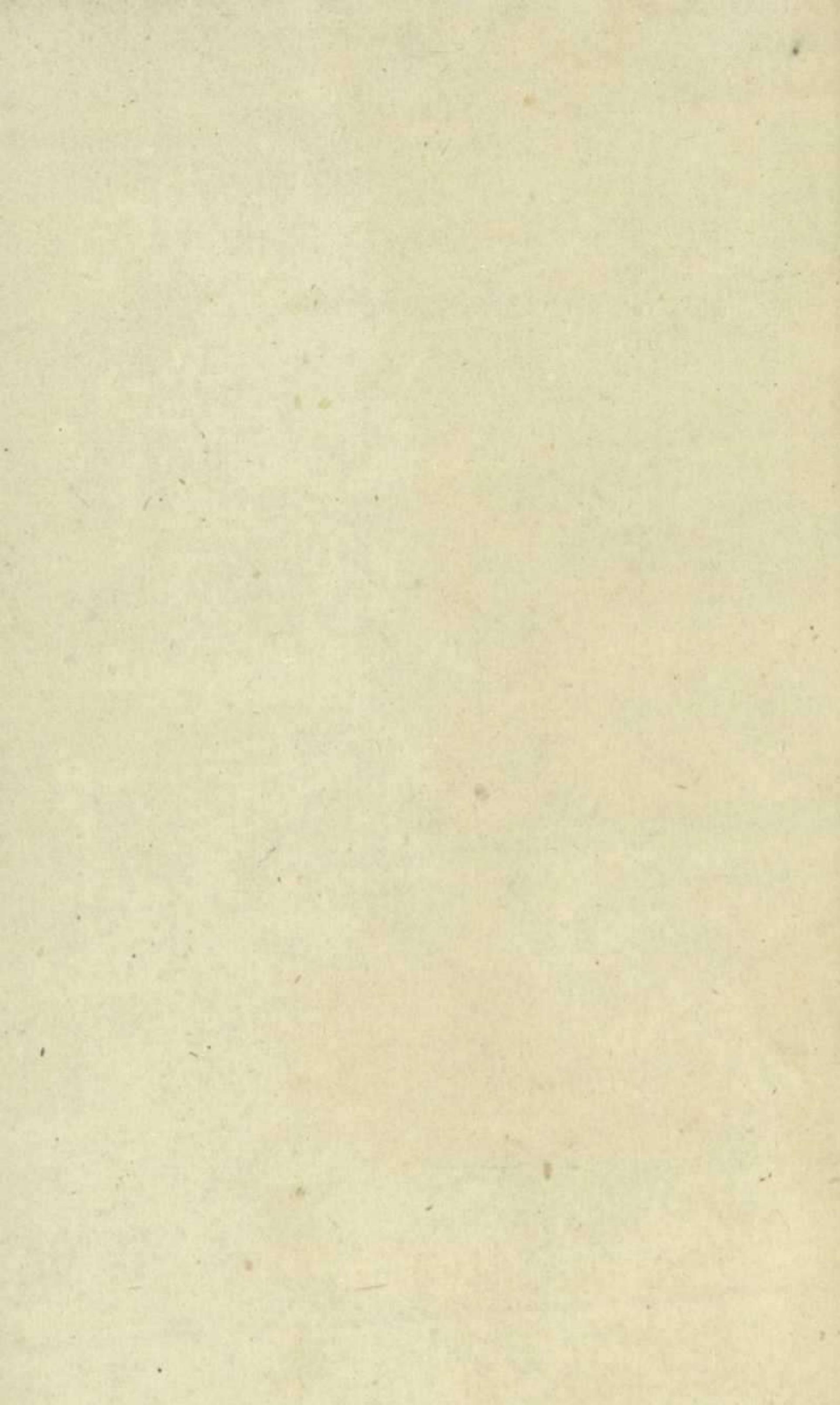
¹ Voir, dans la *Presse* d'octobre 1856, les articles de M. Escossura.

hommes qui osent parler des principes de la Révolution française et qui regardent cette révolution comme un crime.

Quant à Narvaez, il ressemble, à cette heure, au troisième grain du chapelet de la reine. Isabelle le roule encore entre ses jolis doigts; mais, quand elle aura dit son troisième *Pa-ter*, elle poussera le grain pour en saisir un autre, qui s'appellera Necedal, ou Viluma, ou ceci, ou cela.

FIN.





PORTRAITS POLITIQUES AU XIX^e SIÈCLE
PAR HIPPOLYTE CASTILLE

En Vente

NAPOLÉON III
LE GÉNÉRAL CAVAIGNAC
LEDRU-ROLLIN
DE MONTALEMBERT
DELCARRETTO
S^t-ARNAUD ET CANROBERT
MICHELET

ALEXANDRE II
LA DUCHESSE D'ORLÉANS
DROUYN DE LHUYS
PALMERSTON
LOUIS BLANC
MANIN
ESPARTERO ET O'DONNELL

SOUS PRESSE

Victor Hugo — Louis-Philippe — Blanqui
Talleyrand — de Persigny
Comte de Chambord — Cormenin — Thiers
Metternich
Omer-Pacha — Réchid-Pacha
Le roi Guillaume IV — Lamennais
etc., etc., etc.

CONDITIONS DE LA SOUSCRIPTION

Chaque volume de 64 pages in-32, *avec ou sans un ou plusieurs portraits et autographes* :

PRIX : 50 CENTIMES

ON SOUSCRIT

Pour 12 Volumes		Pour 24 Volumes	
Paris	6 fr.	Paris	12 fr.
Province	7 »	Province	14 »

DEUX OU TROIS VOLUMES CHAQUE MOIS

Adresser les mandats à **M. FERD. SARTORIUS**, 9, rue Mazarine,
au bureau du *Dictionnaire de la Conversation*.

A
460